

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Dechets-nucleaires-ne-pas-les-enfouir-arreter-d>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Archives campagnes > Campagnes et mobilisations 2018 > Quitte ou double ? Le nucléaire, un jeu dangereux ! > **Déchets nucléaires : ne pas les enfouir, arrêter d'en produire**

**12 décembre 2017**

# Déchets nucléaires : ne pas les enfouir, arrêter d'en produire

## Ils et elles disent non à Cigéo et vous expliquent pourquoi

Lorsque la France a lancé son programme nucléaire, les responsables politiques de l'époque ne se sont pas préoccupés de ce qu'il allait advenir des déchets produits par les centrales. Comme si on laissait décoller un avion, sans avoir prévu de piste d'atterrissage.

## Après avoir pollué les mers, l'industrie nucléaire veut cacher ses déchets sous terre

Ce n'est qu'au début des années 1980, n'ayant plus le droit de jeter ces déchets en mer, que l'industrie nucléaire a eu l'idée de les enfouir sous terre. Pendant 20 ans, les gouvernements successifs vont prospecter de nombreuses régions dans le but de trouver un endroit pour accueillir une énorme décharge à 500 mètres de profondeur. Dans ce trou seront stockés, pour l'éternité, les déchets les plus radioactifs, dont certains resteront dangereux pendant des centaines de milliers d'années. Partout les habitants, élus, paysans... se mobilisent et réussissent à empêcher la réalisation de ce projet insensé.

Au début des années 2000, l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) fini par jeter son dévolu sur un village de 80 habitants situé dans une région rurale : Bure, aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne. Après y avoir construit un « laboratoire » de recherche sur l'enfouissement. Elle compte désormais y implanter CIGÉO (centre industriel de stockage géologique), le plus gros projet industriel de ce début de XXIème siècle.

En juin 2016, sans aucune autorisation, l'agence commence à détruire un bois, le bois Lejuc, où elle projette d'implanter une partie des infrastructures : les puits de ventilation qui rejettent en permanence des gaz radioactifs. Face au risque de voir leur territoire et leur santé sacrifiés, la réaction des habitants et collectifs locaux est immédiate : blocage du chantier, occupation de la forêt, manifestations, recours en justice. Grâce à une mobilisation d'ampleur, les travaux sont pour l'instant suspendus.

## Le projet Cigéo en quelques chiffres clés

- 80 000m3 de déchets radioactifs les plus dangereux

- 100 convois radioactifs par an
- 300km de galeries souterraines à 500m de profondeur
- Un coût exorbitant de 36 milliards d'euros

Nouvellement arrivé-e-s ou opposant-e-s de longue date, membre d'une association ou paysan du coin, Louise, Augustin et Clément\* vous racontent comment ils en sont un jour arrivé, à refuser l'enfouissement des déchets et pourquoi ce combat ne les a depuis plus jamais quitté. À chacun sa raison, mais tous avec la même passion !

Portraits croisés...



### **Peux-tu te présenter ?**

Louise : J'ai 34 ans, et je vis en Meuse. En 2011, suite à un passage à la Maison de la Résistance à Bure, j'ai commencé à fortement m'intéresser à cette lutte et à militer contre le nucléaire. Et puis je suis restée !

Augustin : J'ai 25 ans, je suis opposant au projet Cigéo depuis maintenant un ans et demi, j'habite dans les environs de Bure. J'ai déménagé pour habiter ce territoire et m'y ancrer, car pour moi c'est déjà une manière de lutter que de réinvestir ce territoire dépeuplé que l'Andra a voulu s'approprier.

Clément : J'ai 58 ans, je suis né en Meuse et j'habite à quelques kilomètres de Bure. Je suis paysan, je travaille la terre, et j'ai toujours été très sensible à l'environnement et à son équilibre.



### **Comment en es-tu venu à t'engager dans la lutte contre Cigéo ?**

Louise : En prenant conscience de ce qu'il se passe au Niger, autour de l'exploitation des mines d'uranium. Là bas, les habitants se sont faits imposer le début de la chaîne nucléaire, l'uranium, et nous, ils voudraient nous imposer la fin, les déchets. Ça met en rage de voir ce dont on est responsables en Afrique, nous, le soi-disant pays des droits humains. Je voulais dénoncer ça d'une manière ou d'une autre.

Augustin : C'était avec l'occupation du Bois le Lejuc en juin 2016 que nous avons enfin eu l'occasion de bloquer le projet Cigéo. On avait eu, à l'époque, une série de victoires juridiques, et c'est ça aussi qui m'a porté. Je me suis engagé pour lutter contre les conséquences directes du projet Cigéo comme l'accaparement d'un territoire, la destruction d'un bois, et pour la défense des terres agricoles.

Clément : Je m'intéresse depuis longtemps à la filière nucléaire d'abord militaire puis civile. Mais c'est lors du vote de la loi Bataille, en 91, qui faisait le choix des sites où prospecter pour enfouir les déchets nucléaires que j'ai réellement mis le doigt dans la lutte, et que je n'ai plus jamais cessé de me battre.

### **Pourquoi cette lutte te semble-t-elle primordiale ?**

Louise : Cette lutte ne me semble pas plus primordiale qu'une autre : c'est pour moi une façon parmi tant d'autres de remettre le fonctionnement actuel de notre société en question. Il y a énormément pour moi de "mythes" à faire tomber, comme celui selon lequel on ne peut pas se passer du nucléaire. Depuis le début, les lobbyistes du nucléaire mentent à la population, il faut mettre en lumière tout ça !

Augustin : Elle me semble primordiale car il s'agit d'un projet qui n'est pas encore réalisé, c'est un projet qu'on peut bloquer, Cigéo c'est le bout de la chaîne nucléaire, en s'attaquant à lui on s'attaque

aussi au nucléaire dans son ensemble.

Clément : Parce qu'elle va sacrifier un territoire d'une part et que l'enfouissement c'est la politique de l'autruche.

D'autre part c'est un projet pharaonique qui n'apporte pas de solution fiable compte tenu des dangers que représente Cigéo : risque d'explosion, d'éboulement, d'incendie, rejets quotidiens de radioactivité dans l'environnement... Il faut démontrer qu'il est encore temps de réorienter notre politique énergétique et de régler autrement le devenir de nos déchets.



### **Pourquoi le Bois Lejuc est-il un lieu important à défendre ?**

Louise : Parce qu'ainsi on bloque l'Andra qui voudrait commencer ses travaux, alors que Cigéo n'a même pas encore reçu d'autorisation. Mais aussi parce que cette occupation prouve qu'on l'on peut faire différemment, et se réapproprier les décisions qui nous appartiennent. Ce qui est encore plus légitime sur les sujets comme Cigéo où la population n'a jamais été consultée.

Augustin : Le Bois Lejuc est important car son occupation permet de bloquer concrètement le projet, c'est aussi un point de ralliement, un lieu de rencontre avec les différentes composantes de la lutte, les associations, les forestiers, les paysans... Et ce n'est pas anodin qu'on ait appelé la première cabane du Bois Lejuc « le couarail », ce qui veut dire en patois lorrain « le lieu de rassemblement, de rencontre ».

Clément : Parce que c'est le lieu où ont commencé les travaux, à l'abri des regards, dans l'opacité générale. C'est à l'aplomb de ce bois, à 500 mètres de profondeur que l'on projette d'y enfouir la poubelle, alors que cette forêt révèle une biodiversité faunistique et floristique exceptionnelle.



### **Peux-tu nous raconter le moment le plus marquant pour toi depuis que tu milites contre ce projet d'enfouissement ?**

Louise : C'est très difficile... Peut-être le camp qui a eu lieu à l'été 2015 : plus de 1000 personnes sur 10 jours, présentes pour débattre, échanger, faire ensemble, et tout cela sur un terrain qui n'avait ni l'eau ni l'électricité ! Mais avec l'énergie de chacun, ça a fonctionné à merveille : la qualité des discussions et des conférences, la gestion des repas, l'organisation des journées, la gestion de la communication en interne et à l'extérieur, la propreté du site, ... Belle preuve qu'on peut faire beaucoup.

Augustin : C'est sans doute la chute du mur en 2016, où on a articulé une action de terrain avec tout un travail juridique. En juin 2016, l'Andra avait construit un mur de plus d'1km de long, saccageant une grande partie du Bois Lejuc, et tout ça, sans autorisation. Nous avons donc porté plainte et le 1er août 2016, le Tribunal de Grande Instance de Bar-le-Duc avait jugé illégale cette construction. Forts de cette victoire, nous avons mis à terre tout les pants du ce mur de la honte, qui privait les habitants du coin d'accéder à leur forêt.

Clément : C'est sûrement le 7 juillet 2016, le jour de l'expulsion du bois. Je n'avais pas encore vécu la guerre ailleurs que sur un écran. Je l'ai vécu en direct ce jour lors de la reprise du bois par la force publique, dans un déferlement de violence, de grenades, de flashball... Heureusement il y a eu la réoccupation qui permet de mettre cette forêt en sursis !



### **Si tu avais un message à faire passer à ceux qui viennent de découvrir ce projet et la lutte contre le nucléaire et l'enfouissement, ce serait quoi ?**

Louise : On nous fait croire que la thématique du nucléaire est très complexe, réservée aux spécialistes et c'est pour ça que si peu de personnes osent le remettre en question. Mais c'est faux, et en plus, le nucléaire nous concerne toutes et tous ! On a forcément des choses à y apprendre, et ça, vouloir comprendre les choses, c'est déjà un premier pas !

Augustin : La lutte contre le nucléaire n'est pas qu'une lutte de contre-expertise, technique, scientifique... A Bure, on propose d'autres formes de vie, c'est très inclusif, il y a de place pour tout le monde, et on a besoin que des gens nous rejoignent !

Clément : Lutter contre ce projet, c'est protéger les générations futures et sauvegarder l'avenir de notre planète qui est tant menacée. Il faut éveiller les consciences et chaque citoyen du monde peut et doit y contribuer pour éviter que la liste noire des catastrophes nucléaires ne s'allonge : Mayak, Hiroshima, Nagasaki, Tchernobyl, Fukushima...